



RAPPORT INTERMÉDIAIRE DE LA DIRECTION

*sur le rendement du Fonds
pour le semestre clos le
30 juin 2024*

PORTEFEUILLES CLÉS EN MAIN
Portefeuille FÉRIQUE Pondéré

Le présent Rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds renferme les faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers intermédiaires ou annuels complets des Fonds que vous détenez. Si vous n'avez pas reçu d'exemplaire des états financiers intermédiaires ou annuels avec le présent rapport, vous pouvez en obtenir un gratuitement, sur demande, en communiquant avec Services d'investissement FÉRIQUE au 514 788-6485 (sans frais 1 800 291-0337), en écrivant à Gestion FÉRIQUE, Place du Canada, 1010, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 1400, Montréal (Québec) H3B 2N2 ou en visitant notre site Web à ferique.com ou le site Web de SEDAR+ à l'adresse sedarplus.ca. Vous pouvez également obtenir de cette façon les politiques et procédures de vote par procuration, le dossier de vote par procuration et l'information trimestrielle sur le portefeuille.

Un placement dans un organisme de placement collectif peut donner lieu à des frais de gestion et autres frais. Les ratios de frais de gestion varient d'une année à l'autre. Veuillez lire le prospectus avant de faire un placement. Les organismes de placement collectif ne sont pas garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par tout autre organisme public d'assurance-dépôts. Leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur.

Remarque à l'égard des déclarations prospectives

Le présent rapport peut renfermer des déclarations prospectives sur les Fonds, leur rendement futur, leurs stratégies ou perspectives et les mesures que pourraient prendre les Fonds. Les termes « peut », « pourrait », « devrait », « voudrait », « supposer », « perspectives », « croire », « planifier », « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « prévision » et « objectif », ainsi que les termes et expressions semblables, désignent des déclarations prospectives.

Les déclarations prospectives ne garantissent pas le rendement futur des Fonds. Elles sont assujetties à des incertitudes et à des risques intrinsèques concernant les Fonds et les facteurs économiques en général, de sorte que les prévisions, projections et autres déclarations prospectives pourraient ne pas se matérialiser. Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations puisque les événements et les résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives relatives aux Fonds, en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs comme les conditions générales économiques, politiques et des marchés au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les modifications apportées aux lois et aux règlements, les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire, les poursuites judiciaires et les catastrophes.

Le lecteur est prié de noter que la liste susmentionnée des facteurs importants susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Avant de prendre toute décision de placement, le lecteur est également incité à examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs. Toutes les opinions prospectives peuvent être modifiées sans préavis et sont émises de bonne foi sans aucune responsabilité légale.

au 30 juin 2024

Analyse du rendement du Fonds par la direction

Résultats d'exploitation

Le Portefeuille FÉRIQUE Pondéré a affiché un rendement net de 1,5 % pour la période close le 30 juin 2024, comparativement à un rendement de 2,9 % pour l'indice de référence. À noter que contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Portefeuille est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation payables par le Fonds.

Sur une base relative, la performance du Fonds a été inférieure à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de 2,5 %, net des frais de gestion.

La performance du Portefeuille FÉRIQUE Pondéré a été inférieure à celle de son univers de comparaison en raison surtout de la surpondération des actions canadiennes et de la sous-pondération des actions américaines par rapport à celui-ci. La sous-performance des Fonds FÉRIQUE Obligations canadiennes et Actions canadiennes de dividendes par rapport à leur univers de comparaison a également nu au rendement.

La pondération cible n'a pas été modifiée au cours de la période.

Le Fonds a recours à une approche d'investissement responsable, telle que décrite au prospectus simplifié. Cette approche est l'une des multiples composantes des stratégies d'investissement utilisées pour aider à atteindre l'objectif du Fonds et a donc une portée limitée. Les facteurs ESG et l'engagement auprès des entreprises ne font pas partie de l'objectif de placement du Fonds et, par conséquent, les facteurs ESG et l'engagement ne constituent pas la stratégie principale du Fonds.

Marché monétaire (9,2 % du Fonds au 30 juin 2024)

Au cours de la période, la pondération des titres provinciaux et du secteur de la finance au sein du portefeuille a varié en fonction des fluctuations des écarts de crédit, qui se sont généralement resserrés, ainsi que de la taille et de la fréquence des entrées et des sorties de fonds. Les variations des taux d'intérêt engendrées par la conjoncture économique et les conditions de marché ont d'ailleurs constitué le facteur ayant eu la plus grande incidence sur le rendement du Fonds pendant la période. En juin, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur pour le faire passer de 5,00 % à 4,75 %.

Fonds FÉRIQUE Obligations canadiennes (30,2 % du Fonds au 30 juin 2024)

Le Fonds FÉRIQUE Obligations canadiennes a affiché un rendement net de -0,8 % pour la période close le 30 juin 2024. Son indice de référence, l'indice obligataire universel FTSE Canada, a produit un rendement de -0,4 % au cours de cette même période. Contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Fonds est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation payables par le Fonds.

Sur une base relative, le rendement du Fonds a été inférieur à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de -0,4 %, net des frais de gestion.

Addenda

Le gestionnaire de portefeuille a maintenu la durée du portefeuille, qui mesure la sensibilité aux mouvements de taux d'intérêt, plus élevée que celle de l'indice de référence durant la première moitié de l'année. Cette position a nu au rendement du portefeuille dans un contexte de hausse des taux d'intérêt obligataires.

Au début de 2024, la durée du portefeuille était légèrement supérieure à celle de l'indice de référence. Le gestionnaire de portefeuille l'a augmentée graduellement à mesure que les taux augmentaient jusqu'à la fin avril. En mai, les taux ont baissé et Addenda a maintenu un écart de durée stable afin d'en tirer parti. Vers la fin de juin, le gestionnaire de portefeuille a modestement réduit l'écart de durée. Au 30 juin 2024, la durée du portefeuille était de 2 ans supérieure à celle de l'indice de référence.

Au début de la période, le gestionnaire de portefeuille a graduellement augmenté l'exposition du portefeuille aux obligations du gouvernement fédéral avant de la réduire progressivement tout en maintenant une surpondération. Il a également augmenté l'exposition aux obligations provinciales, la faisant passer d'une sous-pondération à une légère surpondération. Par ailleurs, Addenda, a faiblement augmenté la surpondération des obligations de sociétés malgré un rétrécissement des écarts de crédit, soit le taux supplémentaire par rapport aux obligations gouvernementales offert aux investisseurs pour détenir des titres, au cours de la période. Le gestionnaire de portefeuille a augmenté la part du portefeuille consacrée aux titres des secteurs de la finance, des infrastructures et de l'immobilier et réduit celle du secteur des produits industriels et de l'énergie. La surpondération des titres notés BBB a légèrement augmenté par rapport à la fin de l'année 2023, mais le profil de risque du portefeuille demeure prudent.

La résilience de l'inflation en début d'année aux États-Unis a amené la Réserve fédérale américaine (Fed) à tempérer les attentes des marchés quant à l'imminence des baisses du taux directeur. Pour sa part, la Banque du Canada (BdC) a réagi au ralentissement de l'inflation en abaissant son taux directeur de 25 pb même si la bonne tenue de l'inflation résultait surtout de chocs de prix relatifs. Les fortes hausses salariales accordées et la baisse de productivité de l'économie canadienne justifieraient plutôt de ne pas stimuler l'économie. Pour cette raison, le gestionnaire de portefeuille a investi une portion du portefeuille en obligations du Trésor des États-Unis, surtout dans des titres à échéances courtes.

Les taux d'intérêt obligataires ont poursuivi leur ascension au Canada et aux États-Unis. Au Canada, la hausse des taux à court terme a été moins prononcée qu'aux États-Unis. Malgré les nombreuses mises en garde de l'imminence d'une récession en 2023, la croissance économique est demeurée vigoureuse et les écarts de crédit des obligations de société ont continué de rétrécir au premier trimestre de 2024. Les écarts de crédit des obligations provinciales ont, quant à eux, faiblement augmenté.

Au cours de la première moitié de l'année, le gestionnaire de portefeuille a engagé une discussion avec ATCO, une société détenue dans le portefeuille, concernant la divulgation d'information relative à leurs initiatives de lobbying et à leurs dépenses

¹ Source : Rendement médian des fonds comparables selon Fundata, au 30 juin 2024.

au 30 juin 2024

d'immobilisation en matière de changement climatique. ATCO a signifié son intention de modifier la structure de ses activités afin de réduire ses émissions de portées 1 et 2 liées au méthane.

Baker Gilmore

Le rendement additionnel du portefeuille par rapport à son indice de référence s'explique par la surpondération des sociétés du secteur de la finance, des titres adossés à des actifs et des obligations à rendement réel américaines. En revanche, la sous-pondération des titres dans le secteur des produits industriels a nuí, tandis que la gestion de la durée du portefeuille n'a eu aucune incidence.

La durée du portefeuille a été gérée activement et modifiée en fonction de la vigueur des données macroéconomiques canadiennes et mondiales, des communications et des actions des banques centrales mondiales, ainsi que de la variation des taux d'intérêt par rapport à leur valeur fondamentale. Cette durée a été maintenue de 0,25 à 0,75 année inférieure à celle de l'indice de référence.

La surpondération du risque de crédit du portefeuille a également été réduite progressivement au cours de la période en effectuant des prises de profit dans les obligations du gouvernement fédéral, les obligations provinciales et les obligations de société du secteur de la finance à mesure que les écarts de crédit se resserraient.

En contrepartie, la surpondération des titres adossés à des actifs a été rehaussée avec l'ajout de titres de Caterpillar Capital Markets Obligation Trust, Fiducie de titrisation automobile Ford et Eagle Credit Card Trust. De plus, des titres comme Equitable Bank et Coastal GasLink Pipeline ont été ajoutés au portefeuille en raison de leur rapport risque/rendement attrayant.

Durant plus de la moitié de la période, des données économiques supérieures aux attentes et des résultats d'entreprise solides ont renforcé la confiance des investisseurs. Par contre, un taux d'inflation supérieur aux prévisions a poussé les marchés à réduire leurs attentes de baisses de taux directeur à court terme, ce qui a exercé une pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Le discours des banques centrales est devenu généralement plus accommodant vers la fin de la période alors que l'inflation a fléchi à nouveau et que le marché de l'emploi ralentissait. La Banque du Canada est d'ailleurs devenue la première banque centrale d'un pays du G7 à baisser son taux directeur de 25 pb en juin, suivie peu de temps après par la Banque centrale européenne, ce qui a fait baisser les taux sur les marchés.

Dans un tel contexte, les actifs risqués se sont redressés tandis que les écarts de crédit des obligations de bonne qualité et des obligations à rendement élevé se sont resserrés. Pour l'ensemble de la période, les taux d'intérêt des obligations gouvernementales ont généralement augmenté dans les portions à moyen et long terme de la courbe et diminué dans la partie à court terme. Le dollar américain s'est apprécié par rapport à la plupart des devises, tandis que les indices des matières premières ont progressé grâce à la hausse des prix du pétrole et des métaux précieux.

En ce qui a trait aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), le portefeuille détient une participation dans Brookfield Infrastructure Partners. Cette société investit dans des projets d'infrastructures variés associés aux secteurs des services publics, des données et du transport. Elle exerce ses activités dans un secteur où l'exposition aux risques ESG est importante, surtout en matière de gouvernance et d'émissions de carbone.

Du côté de la gouvernance, Brookfield Infrastructure Partners peut compter sur un cadre et des pratiques de gouvernance solide pour contrôler et superviser ses activités. L'entreprise met en œuvre des

pratiques ESG robustes et désigne des membres du conseil d'administration et des cadres supérieurs responsables de la supervision. Du côté environnemental, l'entreprise considère les critères ESG dans son processus d'investissement et a établi des objectifs de réduction de ses émissions de CO₂ pour ultimement atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Fonds FÉRIQUE Obligations mondiales de développement durable (25,6 % du Fonds au 30 juin 2024)

Le Fonds FÉRIQUE Obligations mondiales de développement durable a affiché un rendement net de -0,1 % pour la période close le 30 juin 2024. Son indice de référence, composé de l'indice des obligations globales à court terme FTSE Canada (25 %), de l'indice des obligations globales à moyen terme FTSE Canada (25 %) et de l'indice ICE Global Non-Sovereign (couvert \$ CA) (50 %), a généré un rendement de 0,1 % au cours de cette même période. Contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Fonds est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation payables par le Fonds.

Sur une base relative, la performance du Fonds a été inférieure à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de 0,0 %, déduction faite des frais.

AlphaFixe Capital

La première moitié de 2024 a été marquée par une hausse des taux d'intérêt de 0,20 % dans la portion de 5 à 30 ans de la courbe des taux, tandis que les taux des échéances de 2 ans sont demeurés stables. La surexposition du portefeuille aux échéances de 10 ans et sa sous-exposition aux échéances de 5 ans n'ont eu aucune incidence sur le rendement relatif.

Les écarts de crédit, soit le taux supplémentaire offert aux investisseurs pour détenir des titres autant à l'égard des émetteurs provinciaux et des sociétés par rapport aux obligations gouvernementales, ont rétréci de façon généralisée. Le rétrécissement a été particulièrement marqué à l'égard des obligations de sociétés, surpondérées au portefeuille. Ce positionnement a donc contribué au rendement durant la période.

Le choix des titres et le maintien d'une durée (valeur qui mesure la sensibilité aux mouvements de taux d'intérêt) légèrement inférieure à celle de l'indice de référence pendant la période ont également été avantageux.

Conformément à l'objectif du Fonds, le portefeuille était investi à 93 % dans des obligations vertes, sociales ou durables à la fin du semestre. Ces obligations servent à financer des projets ou des entreprises qui suivent les principes de développement durable.

Pour ce qui est des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), AlphaFixe a engagé le dialogue à 19 reprises avec des entreprises ou des organismes gouvernementaux ayant émis des obligations détenues dans le portefeuille au cours de la période. Le sous-gestionnaire de portefeuille s'efforce de sensibiliser les émetteurs aux enjeux ESG propres à leurs activités, en plus d'aborder des sujets comme les meilleures pratiques pour l'émission d'obligations à impact social et l'importance de la divulgation des données liées aux enjeux ESG.

Par exemple, en 2024, deux membres de l'équipe d'AlphaFixe ont témoigné à la Chambre des communes du Canada, car le pays a accumulé des retards dans le financement de la transition énergétique

au 30 juin 2024

et n'est plus en voie d'atteindre sa cible de carboneutralité pour 2050. AlphaFixe demandait au gouvernement de créer une taxonomie de la transition énergétique, qui est un outil établissant les critères permettant aux investisseurs et aux émetteurs de distinguer les projets visant la décarbonation.

BMO Gestion mondiale d'actifs

Les marchés obligataires ont évolué en dents de scie au cours de la période. Tout d'abord, les investisseurs avaient bon espoir que la Réserve fédérale américaine (Fed) commencerait à assouplir sa politique monétaire en mars. Toutefois, la vigueur relative de l'économie américaine et l'inflation supérieure aux attentes ont forcé les décideurs de la Fed à rester sur la touche en attendant que les forces désinflationnistes prennent de l'ampleur. Par conséquent, les acteurs du marché ont liquidé les obligations du Trésor américain et, par la même occasion, les obligations mondiales après avoir révisé leurs valorisations à la lumière de la persistance de l'inflation, notamment dans le secteur des services.

À l'instar de la Fed, la Banque centrale européenne (BCE) a fait preuve de prudence et demandé plus de temps pour surveiller l'inflation dans la zone euro. En juin, comme attendu, la BCE a réduit ses taux d'intérêt de 0,25 %. Les obligations de sociétés ont continué à surclasser les obligations d'État, signe de la force relative de l'économie compte tenu de la baisse de l'inflation, de la hausse des revenus réels et de l'assouplissement imminent des politiques monétaires.

Dans ce contexte, le portefeuille a inscrit un rendement légèrement inférieur à celui de son indice de référence, compte tenu de ses placements dans des obligations d'État. La position acheteur structurelle du portefeuille en obligations d'État, ainsi que la surpondération des obligations libellées en euros et en dollars américains, ont nui au rendement. En revanche, la sous-pondération des obligations japonaises a contribué au rendement du portefeuille alors que la Banque du Japon a resserré sa politique monétaire afin d'atténuer les pressions inflationnistes.

La sous-pondération des obligations de sociétés a pesé sur le rendement du portefeuille, mais ses effets ont été compensés par la sélection des obligations de sociétés vertes libellées en euros. Les placements dans Orsted et Iberdrola, sociétés d'énergie renouvelable situées respectivement au Danemark et en Espagne, ont contribué au rendement. Une répartition tactique hors indice dans des obligations notées BB a également favorisé le rendement.

Conformément à l'objectif du Fonds, 70 % de l'actif du portefeuille était investi dans des obligations vertes, 12 % dans des obligations durables et 9 % dans des obligations sociales à la fin de la période. Le reste du portefeuille est principalement constitué de trésorerie et d'obligations du Trésor américain à des fins de liquidité.

Durant le premier semestre de 2023, le sous-gestionnaire de portefeuille a entamé un dialogue avec des sociétés à 24 reprises, notamment au sujet de leur résilience face aux changements climatiques (avec Stellantis et National Grid PLC), de la biodiversité (Barclays) et des droits de la personne (Barclays).

Le portefeuille conserve un penchant pour les secteurs des services financiers et des services aux collectivités, compte tenu de la disponibilité d'obligations vertes, sociales et durables. Comme il est axé sur le développement durable, le portefeuille sous-pondère intrinsèquement les secteurs de l'énergie et des produits industriels, ainsi que les titres garantis et adossés à des créances hypothécaires.

Fonds FÉRIQUE Revenu mondial diversifié (5,1 % du Fonds au 30 juin 2024)

Le Fonds FÉRIQUE Revenu mondial diversifié, géré par Addenda Capital inc. (Addenda), a affiché un rendement net de 0,2 % pour la période close le 30 juin 2024. Son indice de référence, composé de l'indice obligataire global à court terme FTSE Canada (30 %), de l'indice obligataire Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert (\$ CA)) (60 %) et de l'indice Dow Jones Canada Select Dividend (10 %), a généré un rendement de 0,4 % au cours de cette même période. Contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Fonds est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation à payer par le Fonds.

Sur une base relative, la performance du Fonds a été inférieure à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de 2,8 %, déduction faite des frais.

Au cours de la période, les pondérations du portefeuille dans les obligations canadiennes et mondiales ont entraîné une baisse du rendement relatif. La surpondération des obligations de sociétés et l'exposition modeste aux obligations à rendement élevé ont ajouté de la valeur dans un contexte où les écarts de crédit, c'est-à-dire la prime de taux pour les investisseurs par rapport aux obligations d'État, se sont resserrés au cours de la période.

La sous-pondération de la durée des obligations canadiennes a contribué au rendement relatif. La surpondération des obligations canadiennes a également ajouté de la valeur, mais ses effets ont été légèrement effacés par la sous-pondération des obligations mondiales, qui ont fait belle figure.

Au cours de la période, le volet consacré aux obligations mondiales a été légèrement augmenté, mais est resté sous-pondéré, tandis que le volet consacré aux actions canadiennes a été augmenté pour passer à une légère surpondération.

La partie du portefeuille consacrée aux actions canadiennes a tiré de l'arrière en raison de la sélection des titres dans les secteurs des produits industriels, de l'immobilier et des services de communication et de l'absence d'actions privilégiées en raison de leurs perspectives de rendement modestes.

Le sous-gestionnaire de portefeuille a tenu 15 rencontres avec des sociétés en portefeuille pour aborder les questions environnementales en premier lieu, de même que les questions sociales et de gouvernance (ESG). À titre d'exemple, Addenda a tenu une discussion avec la Province de l'Ontario sur son nouveau cadre d'obligations durables. Au cours de la période, le sous-gestionnaire de portefeuille a également tenu des rencontres sur les questions ESG avec des sociétés qui n'étaient pas en portefeuille.

Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes de dividendes (10,1 % du Fonds au 30 juin 2024)

Le Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes de dividendes a affiché un rendement net de 0,5 % pour la période close le 30 juin 2024. Son indice de référence, l'indice de dividendes composé S&P/TSX, a généré un rendement de 6,4 % au cours de cette même période. Contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Fonds est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation à payer par le Fonds.

au 30 juin 2024

Sur une base relative, le rendement du Fonds a été inférieur à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de 4,1 %, net des frais de gestion.

La sous-pondération du secteur des matériaux, en particulier l'absence de placements dans les sociétés de métaux précieux et les sociétés minières, a nui au rendement alors que le cours de l'or a été alimenté par de probables nouvelles réductions des taux d'intérêt, la diminution de l'inflation, qui demeure toutefois supérieure à la cible, et la forte demande de la Chine. La surpondération des biens de consommation de base et de la consommation discrétionnaire, à commencer par les positions dans Empire Company, Magna International et Walgreen Boots Alliance, a également pesé sur le rendement. Les placements dans les secteurs des services de communication et de l'immobilier, qui sont sensibles aux taux d'intérêt, ont eu un effet négatif sur le rendement en raison des taux d'intérêt qui demeurent élevés plus longtemps. La sous-pondération de l'énergie a aussi entravé le rendement relatif malgré l'excellente performance d'ARC Resource, de Pembina Pipeline et de Suncor Énergie.

En revanche, la surpondération des services aux collectivités a favorisé le rendement relatif, grâce à l'ajout récent de Brookfield Renewable Partners qui a eu un effet bénéfique. Les gains importants inscrits par Société Financière Manuvie, Oracle et Verizon Communications ont également avantagé le rendement.

Au cours de la période, le sous-gestionnaire de portefeuille n'a apporté aucun changement important au positionnement du portefeuille. Il a seulement ajouté quelques titres de qualité qui ont tiré parti des taux d'intérêt élevés. Il a rehaussé la pondération des services aux collectivités en établissant une position dans Brookfield Infrastructure Partners et dans Brookfield Renewable Partners. Le sous-gestionnaire de portefeuille tient compte de nombreux éléments, dont les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), dans ses décisions de placement. Il a établi une position dans Brookfield Renewable Partners non seulement parce que sa valorisation est attrayante et que son rendement en dividendes est intéressant, mais également en raison de son exposition au secteur de l'énergie renouvelable. La société est un exploitant et promoteur de projets de distribution et de stockage d'énergie propre à l'échelle mondiale. La demande d'énergie renouvelable est en croissance, stimulée par les efforts de décarbonisation déployés par les entreprises et les gouvernements pour atteindre leurs cibles d'émission carbone. La pondération du secteur des produits industriels, quant à elle, a légèrement diminué après la liquidation de WSP Global.

Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes (9,9 % du Fonds au 30 juin 2024)

Le Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes a affiché un rendement net de 6,4 % pour la période close le 30 juin 2024. Son indice de référence, l'indice composé S&P/TSX, a généré un rendement de 6,1 % au cours de cette même période. Contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Fonds est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation à payer par le Fonds.

Sur une base relative, le rendement du Fonds a été supérieur à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de 5,3 %, net des frais de gestion.

CC&L

Le portefeuille a légèrement dépassé l'indice de référence au cours du premier semestre de 2024. La sélection de titres a contribué au rendement, alors que le positionnement sectoriel lui a nui.

Dans les technologies de l'information, la surpondération de Celestica a favorisé le plus le rendement durant la période, car l'entreprise a profité de l'essor fulgurant de la demande d'intelligence artificielle (IA) générative. La surpondération de Descartes Systems Group a également donné des résultats positifs. Du côté des matériaux, la sous-pondération de la Société aurifère Barrick et la surpondération de Kinross Gold Corporation ont favorisé le rendement. À l'inverse, la légère sous-pondération du secteur de l'énergie a eu un effet négatif sur le rendement.

Puisqu'il s'attendait à ce que le rebond de l'activité manufacturière se poursuive à l'échelle mondiale, le sous-gestionnaire de portefeuille a voulu accroître les placements dans les sociétés qui bénéficient d'un tel contexte et qui se négociaient à un cours intéressant. Il a donc rehaussé les positions en portefeuille liées au secteur des marchandises et des produits industriels qui sont habituellement favorisées par ce contexte. Ainsi, il a réduit les pondérations des secteurs défensifs, comme les services de communication et les services aux collectivités.

Les sociétés de croissance de qualité devraient également faire bonne figure en 2024. C'est pourquoi le sous-gestionnaire de portefeuille a continué de surpondérer les sociétés qui peuvent générer de solides flux de trésorerie disponibles et une croissance des bénéfices supérieure à la moyenne.

En ce qui concerne les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), le sous-gestionnaire de portefeuille a décidé de liquider la position dans la Société aurifère Barrick en raison de problèmes d'exploitation. L'entreprise est un producteur d'or diversifié d'envergure et mène environ 65 % de ses activités dans les marchés émergents. Elle a éprouvé de graves problèmes d'exploitation liés à ses relations avec les employés et au risque juridique. Le sous-gestionnaire de portefeuille a également réduit la position dans La Banque Toronto-Dominion qui est maintenant sous-pondérée, à cause de ses manquements à ses obligations de lutte contre le blanchiment d'argent. L'enquête sur les pratiques de la banque en cette matière a empêché le sous-gestionnaire de portefeuille de tirer parti du décrochage de son titre et de la baisse de sa valorisation. Certes, La Banque Toronto-Dominion dispose des capitaux excédentaires nécessaires pour régler toute sanction financière qui pourrait lui être imposée, mais la croissance de ses activités aux États-Unis pourrait en pâtir.

Franklin Templeton

La répartition sectorielle et la sélection de titres ont toutes deux pesé sur le rendement relatif.

Sur le plan de la répartition sectorielle, le rendement relatif a été surtout miné par la sous-pondération de l'énergie et des matériaux, deux secteurs qui ont fait belle figure. La surpondération des services de communication et des services aux collectivités, deux secteurs sensibles aux taux d'intérêt, a également nui au rendement. En revanche, la sous-pondération des technologies de l'information et de la consommation discrétionnaire, qui ont tiré de l'arrière, a favorisé le rendement relatif.

au 30 juin 2024

La sélection des principaux titres des technologies de l'information, des produits industriels et de la finance a le plus nuí au rendement. Plus précisément, la surpondération d'Open Text (technologies de l'information) et de Boyd Group Services (produits industriels), la position hors indice dans TELUS International (technologies de l'information) et l'absence de placement dans Fairfax Financial Holdings (finance) sont les facteurs qui ont été les plus désavantageux. Leur effet négatif a toutefois été en partie contrebalancé par la sélection avantageuse de titres dans la consommation discrétionnaire et les services aux collectivités. En particulier, la surpondération dans Dollarama et l'absence de placement dans Restaurant Brands International du secteur de la consommation discrétionnaire et la surpondération de Brookfield Renewable Partners des services aux collectivités ont été les plus profitables.

La période a été marquée par un volume élevé de transactions, par la vigueur du marché boursier qui est demeuré une source d'occasions de placement intéressantes et par une réduction des placements en portefeuille dont le cours était élevé. Cependant, la faiblesse des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et certaines situations spécifiques ont permis de saisir des occasions pour établir de nouvelles positions ou étoffer des placements existants. Par conséquent, le sous-gestionnaire de portefeuille a profité de la vigueur d'un certain nombre d'actions de croissance, de valeur et cycliques pour réduire sa position, notamment dans AtkinsRéalis et Waste Connections (produits industriels), dans Dollarama (consommation discrétionnaire), dans Alimentation Couche-Tard et Compagnies Loblaw (biens de consommation de base), et dans Brookfield Corporation (finance), Canadian Natural Resources (énergie) et Mines Agnico-Eagle (matériaux). Par ailleurs, il a étoffé ses positions dans Wheaton Precious Metals Corporation et Franco-Nevada Corporation (matériaux), dans Brookfield Renewable Partners et Brookfield Infrastructure Partners (services aux collectivités) et dans Shopify (technologies de l'information).

Le portefeuille est le plus exposé aux secteurs de la finance, des produits industriels, de l'énergie, des services aux collectivités et des biens de consommation de base. Par rapport à l'indice de référence, le portefeuille présente une plus forte pondération dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, comme les services aux collectivités, les biens de consommation de base et les services de communication, ainsi que les produits industriels. À l'inverse, le portefeuille est principalement sous-pondéré dans les secteurs habituellement considérés comme étant de valeur et cycliques, à savoir la finance, l'énergie et les matériaux. Le secteur des soins de santé demeure absent du portefeuille.

Lorsqu'il s'adresse à des sociétés en portefeuille sur des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), le sous-gestionnaire de portefeuille entame un dialogue concret pour susciter des changements positifs à des fins précises ou pour rechercher de l'information quant aux enjeux ESG qui pourraient avoir une incidence sur sa thèse de placement.

Pendant la période, le sous-gestionnaire de portefeuille s'est entretenu avec ATCO pour en savoir plus sur sa stratégie en matière de développement durable, sur la transition énergétique et sa collaboration avec les communautés autochtones. La stratégie de la société se concentre principalement sur les combustibles propres, l'énergie renouvelable et les infrastructures énergétiques. Elle reconnaît que l'équilibre est délicat à atteindre entre les cibles de réduction des émissions et la rentabilité, la fiabilité et la sécurité en matière énergétique. Pour y arriver, ATCO devra collaborer avec ses

pairs dans divers secteurs d'activités afin de créer une solution intégrée. Ils ont également discuté de l'importance de collaborer et d'établir des partenariats avec les communautés autochtones afin de définir une vision commune de l'énergie propre de demain. ATCO se distingue de ses concurrents en raison de ses efforts déployés pour resserrer ses liens avec les communautés autochtones avec qui elle est désireuse de partager les retombées économiques.

Fonds FÉRIQUE Actions mondiales de dividendes (9,9 % du Fonds au 30 juin 2024)

Le Fonds FÉRIQUE Actions mondiales de dividendes a affiché un rendement net de 8,4 % pour la période close le 30 juin 2024. Son indice de référence, l'indice MSCI Monde ex-Canada (\$ CA), a généré un rendement de 16,6 % au cours de cette même période. Contrairement au rendement de l'indice de référence, qui ne comprend aucuns frais de placement, le rendement du Fonds est indiqué déduction faite des frais de gestion et d'exploitation payables par le Fonds.

Sur une base relative, la performance du Fonds a été inférieure à la médiane de son industrie¹, dont le rendement pour la période a été de 11,5 %, déduction faite des frais de gestion.

La sous-performance relative du Fonds est principalement attribuable au choix des titres. Une sélection défavorable dans les secteurs des technologies de l'information, des soins de santé et des produits industriels a le plus entravé le rendement, mais celle-ci a été partiellement compensée par les choix judicieux dans les secteurs de la consommation discrétionnaire, de l'immobilier et de l'énergie. À cause du processus de sélection ascendant du sous-gestionnaire de portefeuille, la répartition sectorielle a également nuí au rendement relatif, compte tenu de la sous-pondération des technologies de l'information et des services de communication, et de la surpondération des services aux collectivités.

Ce positionnement a été partiellement compensé par la sous-pondération de la consommation discrétionnaire et des matériaux. Au niveau régional, la sélection de titres en Amérique du Nord, en Europe et en Asie a également nuí au rendement relatif. En ce qui concerne les titres individuels, l'absence de placement dans NVIDIA et la surpondération d'Intel Corporation (technologies de l'information) ont le plus entravé le rendement relatif. En revanche, une position hors indice dans Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (technologies de l'information) et l'absence de position dans Tesla (consommation discrétionnaire) sont les facteurs qui ont été les plus favorables.

Au cours de la période, Wellington a établi une position dans Diageo, un producteur de spiritueux situé au Royaume-Uni qui a déjà fait partie du portefeuille, mais qui a été liquidé lorsque sa valorisation est devenue moins attrayante après la pandémie de COVID-19. Diageo bénéficie des tendances à long terme en matière de consommation de spiritueux, d'une présence aux quatre coins du monde et d'un portefeuille de marques diversifié. Comme la société est bien gérée et qu'elle s'engage fermement à verser des dividendes, le sous-gestionnaire de portefeuille a profité de sa correction de prix pour investir dans une marque forte qui jouit d'une excellente valorisation absolue et relative.

Le sous-gestionnaire de portefeuille a également établi une position dans EQT Corporation, un producteur indépendant de gaz naturel. EQT mise sur l'essor de l'intelligence artificielle (IA) en facilitant la construction de centres de données. Le rôle de la société dans

au 30 juin 2024

l'expansion des capacités en matière d'IA contribuera aux données fondamentales du gaz naturel aux États-Unis.

Parallèlement, le sous-gestionnaire de portefeuille a vendu la position dans Schneider Electric, une multinationale française spécialisée dans l'automatisation numérique et la gestion de l'énergie. La société a réussi à concentrer ses activités sur l'automatisation et la production d'énergie. Elle a également amélioré sa politique d'allocation du capital et offre des rendements attrayants aux actionnaires. Au début de l'année, le sous-gestionnaire de portefeuille a réduit la position en raison de sa force avant de la liquider au cours de la période. Soucieux d'investir dans des sociétés présentant une évaluation plus attrayante, le sous-gestionnaire de portefeuille a également vendu sa position dans Mondelez International, une société mondiale de grignotines située aux États-Unis qui produit de bons résultats.

Au cours de la période, le sous-gestionnaire de portefeuille a entamé un dialogue avec plusieurs sociétés du portefeuille sur des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), dont Engie (services aux collectivités), avec qui il a discuté de ses pratiques de gestion des déchets et de ses risques liés à l'énergie et à la transition climatique.

Événements récents

Fonds FÉRIQUE Obligations canadiennes (30,2 % du Fonds au 30 juin 2024)

Addenda

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a atteint 1,4% au premier trimestre de 2024, ce qui s'est avéré inférieur aux attentes du marché. La consommation, surtout du côté des services, a une fois de plus été le principal moteur de la croissance de l'économie durant la période. Bien que les récentes données d'inflation dépassent les attentes, notamment en raison de problèmes possibles de désaisonnalisation et de chocs de prix relatifs, cette croissance s'avère non inflationniste en raison de l'importante augmentation de l'offre. La productivité de la main-d'œuvre a continué d'enregistrer une forte croissance. Cette hausse de la productivité, conjuguée aux pressions salariales à la baisse suivant la restauration de l'équilibre entre l'offre et la demande de travailleurs, contribue à abaisser l'inflation vers la cible de 2% de la Fed. Dans ce contexte, la banque centrale pourrait abaisser son taux directeur en cours d'année.

Au Canada, le PIB réel a augmenté de 1,7% au premier trimestre de 2024. Cette hausse est inférieure aux attentes du marché et aux dernières prévisions officielles de la BdC. Comme prévu, la productivité de la main-d'œuvre canadienne a de nouveau diminué. Bien que les employés produisent moins par heure, les salaires ont augmenté de manière substantielle, ce qui a entraîné une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre. Malgré une augmentation plus rapide de la population active que de l'emploi au cours de la dernière année, les salaires réels continuent de progresser plus rapidement que la productivité.

Dans ce contexte, la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre, soit la composante inflationniste de la rémunération, demeure trop élevée, ce qui augmente le risque que l'inflation demeure au-delà de la cible de 2,0%.

Face à la persistance de l'inflation aux États-Unis, les investisseurs du Canada et des États-Unis anticipent trois baisses de taux directeur, et ce, en dépit d'une conjoncture économique fort différente entre les deux pays. Le choc d'offre résultant de gains de productivité est

positif aux États-Unis et atténue les pressions inflationnistes fondamentales alors qu'il est négatif et qu'il exacerbe les tensions inflationnistes au Canada. La poussée des taux d'intérêt a amené le gestionnaire de portefeuille à augmenter la durée du portefeuille relativement à celle de l'indice, dans un contexte où celui-ci anticipe des baisses des taux d'inflation et un assouplissement de la politique monétaire aux États-Unis. Pour atteindre leurs objectifs d'inflation, les banques centrales doivent agir selon leur conjoncture respective et nous estimons que cette nuance n'est pas tout à fait reflétée par le marché.

Baker Gilmore

La progression de ce cycle économique sans précédent reste très incertaine, alors que l'économie mondiale réagit aux retombées de la pandémie, à l'augmentation marquée des tensions et des conflits géopolitiques, au cycle de resserrement vigoureux des politiques monétaires entrepris afin d'endiguer l'inflation élevée et aux politiques budgétaires expansionnistes adoptées. Tandis que les fortes hausses de salaire dépassent les hausses des prix à la consommation et que l'inflation globale diminue, la solidité financière des ménages laisse présager une croissance relativement robuste, mais fléchissante, de l'activité économique au cours des prochains trimestres. Toutefois, les réserves d'épargne excédentaire, qui avaient été gonflées par les transferts massifs du gouvernement et qui alimentent la consommation, s'amenuisent et finiront par s'épuiser en raison, notamment, de la hausse des taux d'intérêt.

Contrairement à ce qui est habituellement observé à ce stade-ci d'un cycle de resserrement, le marché de l'emploi demeure tendu et les mouvements de grève s'intensifient, ce qui perturbe l'économie et permet aux travailleurs d'obtenir d'importantes hausses salariales bien au-delà des cibles d'inflation des banques centrales. Cette majoration des salaires augmente la probabilité que l'inflation reste élevée dans les années à venir, puisque la plupart des économies développées connaissent des niveaux de productivité structurellement faibles. Ainsi, si l'économie dans son ensemble s'est mieux comportée que les marchés ne l'avaient prévu et qu'une récession a été évitée, certains secteurs comme l'immobilier de bureaux ont malgré tout été durablement touchés par la conjoncture économique.

Bien que la situation sanitaire soit revenue à la normale, les finances publiques des pays développés subissent encore les contrecoups de la pandémie de COVID-19. En effet, les gouvernements avaient alors adopté des mesures importantes de relance budgétaire et monétaire pour contrecarrer les effets de la fermeture de l'économie. Puisque ces mesures se sont surtout traduites par des transferts directs aux particuliers et aux entreprises, les déficits publics ont atteint des niveaux jamais vus en temps de paix. Ces déficits continuent de se creuser, car les gouvernements font encore preuve de largesse pour compenser la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

L'intensification des conflits géopolitiques a également entraîné une augmentation des dépenses de défense dans de nombreuses économies avancées et en développement, ce qui devrait creuser davantage les déficits publics pendant de nombreuses années. De plus, les perturbations et tensions des chaînes d'approvisionnement et leurs répercussions sur les prix à l'échelle mondiale restent une préoccupation majeure. La « délocalisation amicale » (soit la priorité accordée aux partenaires commerciaux partageant des valeurs politiques similaires) dans les industries manufacturière et minière

au 30 juin 2024

rendra également la production plus coûteuse, car les objectifs de sécurité l'emportent de plus en plus sur les stratégies de production à faible coût. Les politiques industrielles à grande échelle ont également fait un retour en force, certains gouvernements offrant des subventions massives et coûteuses en vue d'attirer les investissements dans les industries critiques et d'encourager la décarbonisation et l'électrification de l'économie.

Dans un tel contexte, les déficits publics et l'émission d'obligations gouvernementales resteront probablement élevés dans les années à venir, car la plupart des gouvernements ne semblent pas se préoccuper de l'augmentation de leur niveau d'endettement déjà élevé malgré la hausse des taux d'intérêt et des coûts de financement.

Les marchés s'attendent à ce que le resserrement vigoureux de la politique monétaire mise en œuvre depuis la dernière année et les effets de la politique monétaire expansionniste de la dernière décennie entraînent une récession au cours des prochains trimestres. Par conséquent, les courbes de taux sont considérablement inversées (surtout au Canada), les marchés obligataires prévoyant que les grandes banques centrales d'Amérique du Nord et d'Europe réduiront leurs taux d'intérêt au cours de l'année à venir.

Bien que les banques centrales aient signalé leur intention d'abaisser leurs taux dans les 12 prochains mois en dépit d'un taux d'inflation qui se maintiendrait au-delà de la cible et de déficits publics élevés, il est peu probable qu'elles répondent aux attentes du marché. De plus, les niveaux élevés attendus d'émission d'obligations gouvernementales devraient contribuer à faire augmenter les taux obligataires à moyen et à long terme.

Par conséquent, le gestionnaire de portefeuille maintiendra la durée du portefeuille en deçà de celle de son indice de référence et sous-pondérera surtout les titres à moyen et à long terme. En ce qui a trait à la répartition sectorielle, le portefeuille affiche une surpondération des obligations fédérales et provinciales. Sur le plan des obligations de sociétés, le portefeuille est sous-pondéré, surtout en titres des secteurs des services publics et des produits industriels, mais est surpondéré en titres du secteur de la finance et en titres adossés à des actifs.

Malgré le ralentissement observé de l'inflation au Canada, le gestionnaire de portefeuille estime qu'elle demeurera fort probablement bien supérieure à la cible de 2 % de la BdC pendant encore un moment. Dans cette optique, le portefeuille maintient une exposition aux obligations à rendement réel, dont la valeur est attrayante.

Fonds FÉRIQUE Obligations mondiales de développement durable (25,6 % du Fonds au 30 juin 2024)

AlphaFixe Capital

Le début de l'année 2024 a été marqué par une inflation plus tenace et persistante que prévu, surtout aux États-Unis où la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu son taux directeur à 5,5 % face à une croissance économique robuste. Cette persistance de l'inflation à un taux supérieur à la cible de 2 % a complexifié la gestion des anticipations de baisse des taux. Au Canada, en revanche, la Banque du Canada (BdC) a réduit son taux directeur de 0,25 % en juin, pour le fixer à 4,75 %. La banque centrale est intervenue, car les données suggéraient que l'économie était en situation d'offre excédentaire,

ce qui devrait, au final, atténuer la pression sur les salaires et les prix à la consommation.

Toutefois, les Canadiens qui s'attendent à plusieurs baisses substantielles des taux pourraient être déçus. La BdC a indiqué qu'il existe encore des risques entourant les perspectives d'inflation. Le chemin vers la normalisation du taux directeur sera parsemé d'embûches. La BdC est consciente qu'une réduction rapide des taux d'intérêt pourrait réanimer la surenchère sur le marché immobilier compte tenu de la pénurie de logements qui sévit au pays.

La BdC devra aussi suivre la voie tracée par la Fed, celle-ci ayant récemment affirmé qu'elle prévoyait une seule baisse de taux en 2024. L'évolution de l'économie américaine et de la demande dans la prochaine année sera principalement tributaire des conditions sur le marché du travail. En somme, si le marché de l'emploi se rééquilibre et que la pression sur les salaires s'atténue, les dépenses de consommation des ménages devraient ralentir par rapport aux dernières années. Dans de telles circonstances, la Fed pourrait assouplir sa politique monétaire dans quelques mois.

Alors que les risques de récession s'estompent sans toutefois disparaître complètement, la direction des taux d'intérêt apparaît incertaine. Pour cette raison, le sous-gestionnaire de portefeuille aligne la durée du portefeuille sur celle de l'indice de référence. Il continue également de surpondérer les obligations de sociétés et les obligations provinciales. Le sous-gestionnaire de portefeuille suivra de près l'évolution de la situation économique, notamment les données sur l'emploi, et ajustera le portefeuille en conséquence.

BMO Gestion mondiale d'actifs

À la fin de la période, le sous-gestionnaire de portefeuille surpondérait la durée, car il s'attendait à ce que les banques centrales commencent à assouplir leurs politiques monétaires et à réduire les taux d'intérêt. Alors que la Fed maintient une position prudente, le marché du travail et les dépenses de consommation aux États-Unis semblent se refroidir. Bien que les décideurs de la Fed aient indiqué une réduction de 0,25 % cette année, le marché prévoit actuellement deux baisses de taux. Le sous-gestionnaire de portefeuille a positionné le portefeuille en fonction d'un scénario de refroidissement de l'inflation et, à cette fin, il détient des positions de longue durée aux États-Unis et maintient une surpondération à cet effet.

Dans la zone euro, la Banque centrale européenne a réduit ses taux d'intérêt une fois jusqu'à présent. Le marché s'attend à ce qu'elle s'aligne sur la Fed de manière à maintenir un taux de change euro-dollar américain stable. L'économie de la zone euro connaît une croissance modérée par rapport à celle des États-Unis et pourrait supporter une politique monétaire plus accommodante.

Le sous-gestionnaire de portefeuille continuera de faire preuve de prudence à l'égard des marchés obligataires étant donné que les valorisations ont atteint un sommet de deux ans. Par conséquent, il maintient une légère sous-pondération des obligations de sociétés. De plus, il procédera à une rotation des positions existantes et investira le produit de la vente dans des obligations vertes, sociales et durables à des prix attrayants sur le marché primaire. Le sous-gestionnaire de portefeuille recherchera également des occasions de placement présentant une bonne valeur relative sur le marché secondaire.

au 30 juin 2024

Fonds FÉRIQUE Revenu mondial diversifié (5,1 % du Fonds au 30 juin 2024)

À sa réunion de juin 2024, la Banque du Canada (BdC) a abaissé son taux d'intérêt directeur de 25 points de base pour le faire passer de 5,00 % à 4,75 %. Parallèlement, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu son taux dans une fourchette de 5,25 % à 5,50 %, conformément aux attentes du marché. Les baisses de taux vont permettre de normaliser la courbe des taux, ce qui revient à une accentuation à mesure que les taux à court et à moyen terme diminuent. Au terme de deux années de forte volatilité, les taux d'intérêt sont entrés dans une phase de stabilisation et seraient sur le point de baisser. Le processus ne sera ni progressif ni harmonieux, car l'incertitude planant sur l'inflation pourrait retarder les prochaines baisses de taux. Dans ce contexte, le sous-gestionnaire de portefeuille profitera des occasions pour modifier le positionnement du portefeuille en termes de durée tout en maintenant un penchant pour les titres à long terme.

Malgré le contexte actuel des taux d'intérêt, la croissance économique restera stable à court terme. La dynamique du commerce mondial s'améliore, ce qui témoigne potentiellement d'une augmentation généralisée de la demande. La vigueur persistante du marché du travail, de la croissance des salaires et des taux d'épargne des ménages continue de soutenir les dépenses de consommation au Canada et aux États-Unis. En raison de l'augmentation des dépenses publiques, les projections de déficit budgétaire restent élevées. Malgré le refroidissement de l'inflation, les banques centrales pourraient avoir du mal à atteindre le taux cible de 2 % si l'économie ne ralentit pas davantage.

La croissance des salaires demeure élevée et pose beaucoup plus de difficultés au Canada qu'aux États-Unis. En effet, les gains de productivité ont légèrement atténué l'inflation américaine, alors qu'au Canada, la productivité négative alimente l'inflation. Dans le contexte économique actuel, caractérisé par une croissance stable et des incertitudes quant à l'inflation, les banques centrales ne sont pas pressées d'annoncer de fortes baisses de taux.

La Fed a déclaré qu'elle annoncerait une baisse de taux directeur au cours du second semestre de 2024, et il est fort probable que la BdC maintienne son taux tel quel. À mesure que l'inflation continuera à ralentir, les banques centrales commenceront à normaliser leurs politiques monétaires. Toutefois, les marchés ne tablent pas encore sur un scénario où les pressions inflationnistes forceraient les banques centrales à ne pas adopter la voie de la normalisation.

La persistance des pressions déflationnistes à l'échelle mondiale a incité les banques centrales, notamment dans les pays développés, à abaisser leurs taux d'intérêt directeurs. Toutefois, les récents conflits géopolitiques et la demande excédentaire sur le marché mondial du pétrole ont fait grimper les prix des marchandises en 2024. En Chine, l'économie a progressé de 5 % grâce aux mesures gouvernementales (baisses de taux, soutien budgétaire) mises en place alors que les effets transitoires de la réouverture économique s'estompaient. Maintenant qu'elle est aux prises avec des pressions déflationnistes, la Chine fait baisser les coûts d'importation de plusieurs partenaires commerciaux. Dans la zone euro, le PIB réel a chuté, principalement en raison de la faiblesse du commerce mondial. La croissance économique dans les principaux pays européens, dont l'Allemagne, est anémique, mais l'inflation reste supérieure au taux cible, notamment du côté des services, car le marché du travail est robuste et que le taux de chômage demeure à un plancher historique. Dans ce contexte, la Banque centrale

Portefeuille FÉRIQUE Pondéré

européenne a maintenu son taux d'intérêt directeur à 4,00 % en mars. Au Royaume-Uni, l'économie s'est contractée au quatrième trimestre de 2023, mais le PIB réel s'est redressé au cours de la période. Le marché de l'emploi s'essouffle et pèse sur les pressions inflationnistes. L'inflation reste toutefois élevée, ce qui a incité la Banque d'Angleterre à maintenir son taux d'intérêt directeur à 5,25 % en mars.

Le sous-gestionnaire de portefeuille conservera une modeste répartition en liquidités et recherchera des occasions tactiques de la redéployer en ajoutant des positions en titres à revenu fixe mondiaux ou en actions si le marché se corrige. Le sous-gestionnaire de portefeuille conserve également une surpondération des obligations de sociétés, avec un penchant pour les émetteurs affichant de solides données fondamentales et les échéances à court terme, tout en cherchant à augmenter le risque de durée de façon opportune à mesure que les taux augmentent. Il maintiendra également une exposition modeste aux obligations à rendement élevé afin d'obtenir un rendement supplémentaire.

Bien que les obligations de sociétés canadiennes offrent actuellement le plus de valeur, le sous-gestionnaire de portefeuille cherche à augmenter le volet consacré aux obligations mondiales, car les écarts de crédit mondiaux se creusent par rapport à ceux du Canada. Quant aux actions canadiennes, elles ont surpassé les obligations au cours du premier semestre de 2024. Par conséquent, le sous-gestionnaire de portefeuille est passé d'une sous-pondération à une surpondération en début d'année. Compte tenu des incertitudes qui planent actuellement sur le marché, le volet actions du portefeuille se compose principalement d'actions défensives dont le cours est inférieur à leur valeur intrinsèque.

Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes de dividendes (10,1 % du Fonds au 30 juin 2024)

Les marchés ont été en proie à une forte volatilité durant la période, les investisseurs s'attendant toujours à ce que les banques centrales changent l'orientation de leur politique monétaire et commencent à baisser les taux d'intérêt. Au fil du temps, l'inflation a continué de diminuer, bien que la cible de 2 % demeure difficile à atteindre. Durant la période, la Banque du Canada a baissé son taux directeur, devenant ainsi la première banque centrale du G7 à assouplir sa politique monétaire, et a ouvert la porte à d'autres baisses de taux. À l'inverse, la Réserve fédérale américaine a préféré maintenir ses taux compte tenu de la vigueur du marché de l'emploi et des dépenses de consommation. Les deux banques centrales préconisent la prudence et laisseront les données économiques dicter leurs décisions de politique monétaire.

Le sous-gestionnaire de portefeuille est toujours préoccupé par l'ampleur de l'attention que suscitent les taux d'intérêt, l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient et la croissance économique hésitante de la Chine, trois facteurs qui pourraient se répercuter sur les marchés des marchandises. De plus, l'intelligence artificielle est devenue le catalyseur de plusieurs grandes sociétés de technologies de l'information, ce qui a fortement stimulé le secteur. Malgré tout, le sous-gestionnaire de portefeuille s'attend à ce que le marché demeure volatil pendant toute l'année 2024 en raison du contexte macroéconomique actuel.

Le Fonds est structuré de manière à tirer parti de la sous-évaluation de sociétés de grande qualité et à bénéficier du versement continu de dividendes supérieurs de ces titres. Il maintient une petite pondération des sociétés en défaveur, mais au potentiel élevé.

au 30 juin 2024

Durant l'horizon de placement, le Fonds devrait bénéficier de la révision de la hausse du cours de ses titres sous-évalués et du rendement des actions supérieur à la moyenne, tout en protégeant le capital grâce à son accent sur la qualité et la valeur.

Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes (9,9 % du Fonds au 30 juin 2024)

CC&L

La croissance économique et l'inflation ont emprunté des trajectoires différentes au Canada et aux États-Unis durant le premier semestre de 2024. Aux États-Unis, la croissance semblait reprendre, alors qu'elle demeurerait lente, mais positive, au Canada. L'espoir d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine a grandi depuis le début de l'année. Par ailleurs, la Fed a maintenu sa position accommodante malgré l'inflation plus élevée. En juin, la Banque du Canada est devenue la première parmi les pays du G7 à baisser son taux directeur.

L'optimisme généralisé que suscite le potentiel de l'IA générative a également stimulé la confiance des investisseurs. Les prix des marchandises, notamment du pétrole, ont grimpé, attisés par les tensions géopolitiques qui demeurent élevées. Malgré le ralentissement de la croissance au pays, les actions canadiennes ont profité de la vigueur de leurs homologues américaines et des prix élevés des marchandises. Les actions des sociétés métallurgiques, énergétiques et aurifères se sont ainsi retrouvées dans le peloton de tête du marché canadien. Si l'on exclut les secteurs liés aux marchandises, les autres titres cycliques ont surpassé les titres plus défensifs au cours de la période.

La croissance économique est demeurée plus vigoureuse que prévu au premier trimestre de 2024. La récession a été évitée au Canada, alors que les prévisions de croissance du PIB ont été fortement relevées aux États-Unis, passant de 1,2 % à 2,1 %. Le plus récent indice des directeurs d'achats (PMI) montre finalement une reprise du secteur manufacturier à l'échelle mondiale. Les conditions économiques s'améliorent également dans les marchés émergents, y compris en Chine et en Inde.

Après un départ canon en 2024, le sous-gestionnaire de portefeuille est d'avis que les conditions demeureront favorables aux marchés boursiers jusqu'à la fin de l'année, car les données économiques s'améliorent et les banques centrales maintiennent leurs politiques accommodantes. Les valorisations sont nettement inférieures sur le marché canadien par rapport à celles au sud de la frontière. Si le Canada réussit à éviter de tomber dans une profonde récession, le marché boursier devrait générer des rendements positifs d'ici la fin de 2024.

Le sous-gestionnaire de portefeuille croit que l'économie arrive à la fin d'un cycle, une phase durant laquelle les données économiques sont habituellement contrastées et provoquent des remous. Il les surveillera attentivement, surtout aux États-Unis où l'économie s'essouffle depuis quelques mois.

À l'heure actuelle, les actions de croissance de qualité et les sociétés qui profitent de la reprise du secteur manufacturier sont surpondérées dans le portefeuille. À l'inverse, les titres plus défensifs sont sous-pondérés. En cas de ralentissement plus prononcé de l'économie ou d'une hausse du risque de récession au Canada, le sous-gestionnaire de portefeuille se tournera vers les secteurs plus défensifs, comme les services aux collectivités, les biens de consommation de base et les services de communication.

Franklin Templeton

Les actions canadiennes ont maintenu leur élan au premier semestre de 2024, propulsées par les rendements positifs de sept des onze secteurs GICS. Les matériaux et l'énergie se sont classés en tête du marché, suivis par les biens de consommation de base et la finance. Du côté des matériaux, le sous-secteur minier a été le moteur du rendement, alors que la vigueur a été au rendez-vous dans l'ensemble du secteur de l'énergie. À l'inverse, les services de communication, les technologies de l'information, les soins de santé et l'immobilier sont ceux qui ont reculé le plus durant la période.

Après une période haussière qui a duré 15 mois, le marché canadien des actions évolue sans direction claire, malmené par la reprise de l'inflation et le report des baisses de taux d'intérêt. L'inflation plus coriace que prévu aux États-Unis a fait flamber les taux obligataires des deux côtés de la frontière et pesé particulièrement sur les actions de croissance et axées sur le momentum. Plus récemment, la détérioration des données relatives au taux de chômage et le recul de l'inflation aux États-Unis ont fait augmenter les probabilités de baisse des taux d'intérêt en 2024, ce qui a provoqué un rebond généralisé des actions.

Le sous-gestionnaire de portefeuille est d'avis que l'atteinte de la cible d'inflation de 2 % sera une étape cruciale pour les marchés. Le recul de l'inflation dictera la politique monétaire au Canada et aux États-Unis, le principal élément à l'origine des rendements boursiers durant le présent cycle. Même si les dépenses de consommation demeuraient élevées, alimentées par la vigueur du marché de l'emploi et l'augmentation des salaires, les récentes données sur l'emploi montrent certains signes de ralentissement au chapitre des embauches.

Par ailleurs, l'inflation demeure obstinément élevée dans certains segments de l'économie, comme le logement, l'énergie et le transport. Les coûts de l'énergie et du transport sont alimentés par la situation géopolitique au Moyen-Orient.

Sur l'ensemble du cycle économique, il est généralement possible d'obtenir des rendements ajustés en fonction du risque supérieurs en tirant parti de l'engouement entourant le potentiel de gains en période haussière et de la crainte de manquer des occasions de réaliser des bénéfices, sans égard au risque. Or, il est essentiel de se prémunir contre le risque de baisse tout au long du cycle. En fin de compte, les rendements composés sont hautement tributaires de la résilience du portefeuille en période de baisse. La récente vigueur du marché boursier pourrait faire tomber les investisseurs dans la complaisance en ce qui a trait à la protection de leur portefeuille contre les baisses. Le sous-gestionnaire de portefeuille continuera de mettre l'accent sur la gestion du risque et la protection contre les baisses.

L'objectif du portefeuille consiste à obtenir une rentabilité prévisible, élevée et durable, une croissance à long terme à un prix raisonnable et une volatilité inférieure à celle de l'indice de référence. Un positionnement défensif est maintenu et il sera possible de saisir les occasions de placement attrayantes qui se présenteront. Un tel positionnement fera en sorte que le portefeuille générera des rendements inférieurs lorsque les gains sont concentrés dans un secteur restreint du marché. Or, cela permet d'obtenir des rendements constants dans toutes les conditions de marché. Le sous-gestionnaire de portefeuille est toutefois prêt à adopter une approche plus dynamique et à accroître la volatilité du portefeuille si les conditions de marché s'y prêtent ou s'il est sûr d'atteindre son objectif.

au 30 juin 2024

Fonds FÉRIQUE Actions mondiales de dividendes (9,9% du Fonds au 30 juin 2024)

Les actions mondiales ont progressé au cours de la période, portées par l'enthousiasme continu pour l'IA générative, des bénéfices plus élevés que prévu et la position conciliante des banques centrales. Le marché a continué d'être dominé par quelques sociétés technologiques à mégacapitalisation, et les actions de croissance ont surpassé les actions de valeur.

Le sous-gestionnaire de portefeuille s'attend à ce que les marchés restent volatils au second semestre. Les tensions persistantes sur le marché du travail et la croissance des salaires semblent incompatibles avec les baisses de taux d'intérêt prévues par le marché et, encore une fois, les banques centrales ont la tâche délicate de concilier des statistiques résilientes sur la création d'emplois avec la diminution d'une inflation toujours supérieure au taux cible. Les incertitudes planant sur les dépenses de consommation, la vigueur du marché du travail, la croissance des salaires et l'issue des élections aux États-Unis et ailleurs dans le monde continueront à alimenter l'inflation.

Le processus de découverte des prix est encore en train de s'ajuster au contexte de vigueur des taux d'intérêt. Cette situation provoquera des turbulences sur le marché et compliquera le maintien des valorisations élevées, en particulier pour les sociétés à mégacapitalisation du secteur des technologies de l'information. Même si les valorisations relatives restent attrayantes, quelques incertitudes subsistent quant à la durabilité du découplage mondial, au rythme de la reprise chinoise depuis la pandémie, à la croissance économique à long terme au-delà du secteur immobilier, ainsi qu'à l'allure que prendra le contrôle de la courbe des taux par la Banque du Japon. Dans l'ensemble, le sous-gestionnaire de portefeuille continue de repérer des occasions de placement intéressantes du côté des sociétés versant des dividendes qui font preuve de résilience et dont l'action se négocie au rabais en raison de facteurs transitoires.

Le portefeuille affiche sa plus forte surpondération dans les secteurs des services financiers, des soins de santé et des services aux collectivités et sa plus forte sous-pondération dans les secteurs des technologies de l'information, des services de communication et de la consommation discrétionnaire.

Le mandat de M. Gérard Guilbault à titre de membre du Comité d'examen indépendant (CEI) a pris fin le 31 mars 2024. M. Sylvain Piché remplace M. Gérard Guilbault comme membre du CEI en vertu d'un mandat de trois (3) ans, débutant le 1^{er} avril 2024.

Opérations entre apparentés

Le Gestionnaire du Fonds est Gestion FÉRIQUE, une organisation sans but lucratif. Gestion FÉRIQUE reçoit des honoraires de gestion servant à couvrir ses dépenses en ce qui concerne la gestion et les opérations quotidiennes du Fonds, comme indiqué à la section Frais de gestion. Ces dépenses comprennent les honoraires du gestionnaire de portefeuille, les dépenses de mise en marché et de distribution liées au Fonds, ainsi que les frais d'administration du Gestionnaire.

Services d'investissement FÉRIQUE (SIF) est une filiale sans but lucratif de Gestion FÉRIQUE inscrite à titre de cabinet dans les disciplines de courtage en épargne collective et de planification financière, et elle agit comme placeur des parts du Fonds. Un pourcentage des frais de gestion versés par le Fonds à Gestion FÉRIQUE est utilisé pour couvrir les dépenses relatives aux activités quotidiennes de SIF.

Gestion FÉRIQUE assume les charges opérationnelles du Fonds, sauf les frais du comité d'examen indépendant et les frais de dépôt réglementaire, en échange de frais d'administration, comme indiqué à la section Frais de gestion.

Gestion FÉRIQUE a mis en place un Comité d'examen indépendant pour le Fonds conformément aux exigences du Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement afin d'examiner les conflits d'intérêt liés à la gestion du Fonds.

Pour la période close le 30 juin 2024, Baker Gilmore n'a effectué aucune opération entre apparentés dans le cadre de la gestion de la portion marché monétaire du Portefeuille FÉRIQUE Pondéré.

Pour la période close le 30 juin 2024, Addenda et Baker Gilmore n'ont effectué aucune opération entre apparentés dans le cadre de la gestion du Fonds FÉRIQUE Obligations canadiennes.

Pour la période close le 30 juin 2024, AlphaFixe Capital n'a effectué aucune opération entre apparentés et BMO Gestion mondiale d'actifs n'a versé aucune commission à des apparentés dans le cadre de la gestion du Fonds FÉRIQUE Obligations mondiales de développement durable. Cependant, BMO Gestion mondiale d'actifs, gestionnaire d'une partie du Fonds, a effectué des opérations de courtage sur des contrats de gré à gré sur devises avec une partie reliée. Le Comité d'examen indépendant a été d'avis que les mesures projetées par le gestionnaire aboutissent à un résultat juste et raisonnable pour les porteurs de parts du Fonds.

Pour la période close le 30 juin 2024, Addenda n'a effectué aucune opération entre apparentés dans le cadre de la gestion du Fonds FÉRIQUE Revenu mondial diversifié.

Pour la période close le 30 juin 2024, Lincluden n'a effectué aucune opération entre apparentés dans le cadre de la gestion du Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes de dividendes.

Pour la période close le 30 juin 2024, Franklin Templeton et CC&L n'ont effectué aucune opération entre apparentés dans le cadre de la gestion du Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes.

Pour la période close le 30 juin 2024, Wellington n'a effectué aucune opération entre apparentés dans le cadre de la gestion du Fonds FÉRIQUE Actions mondiales de dividendes.

au 30 juin 2024

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant le Fonds et ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats financiers pour les périodes comptables indiquées.

	Semestre clos le	Exercices clos les				
	30 juin 2024 (6 mois)	31 déc. 2023 (12 mois)	31 déc. 2022 (12 mois)	31 déc. 2021 (12 mois)	31 déc. 2020 (12 mois)	31 déc. 2019 (12 mois)
Actif net par part⁽¹⁾⁽⁵⁾	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif net au début de la période comptable ⁽⁴⁾	12,77	12,46	13,84	13,28	12,85	11,97
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation						
Total des revenus	0,17	0,30	0,29	0,19	0,23	0,25
Total des charges	–	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Gains (pertes) réalisé(e)s	0,09	0,22	0,20	0,34	0,13	0,04
Gains (pertes) non réalisé(e)s	(0,07)	0,34	(1,40)	0,28	0,29	0,80
Augmentation (diminution) totale attribuable à l'exploitation⁽²⁾	0,19	0,85	(0,92)	0,80	0,64	1,08
Distributions						
du revenu net de placement (sauf les dividendes)	0,12	0,22	0,19	0,11	0,13	0,15
des dividendes	0,04	0,08	0,08	0,06	0,09	0,09
des gains en capital	–	0,22	0,19	0,07	–	–
Distributions annuelles totales⁽³⁾	0,16	0,52	0,46	0,24	0,22	0,24
Actif net à la fin de la période comptable⁽⁴⁾	12,80	12,77	12,46	13,84	13,28	12,85

⁽¹⁾ Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités et des états financiers intermédiaires non audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers pourrait différer de la valeur liquidative calculée aux fins d'établissement du prix des parts. Ces écarts sont expliqués dans les notes afférentes aux états financiers.

⁽²⁾ L'actif net et les distributions sont fonction du nombre réel de parts en circulation au moment considéré. L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période comptable. Ce tableau ne constitue pas un rapprochement de l'actif net par part entre le début et la fin de la période comptable.

⁽³⁾ Les distributions ont été payées en espèces ou réinvesties en parts additionnelles du Fonds, ou les deux.

⁽⁴⁾ L'actif net est calculé conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

⁽⁵⁾ Dans le présent document, le mot « parts » désigne des parts de série A.

	Semestre clos le	Exercices clos les				
	30 juin 2024 (6 mois)	31 déc. 2023 (12 mois)	31 déc. 2022 (12 mois)	31 déc. 2021 (12 mois)	31 déc. 2020 (12 mois)	31 déc. 2019 (12 mois)
Ratios et données supplémentaires						
Valeur liquidative totale (en milliers de \$) ⁽¹⁾	206 380	209 675	195 721	210 616	187 795	166 274
Nombre de parts en circulation ⁽¹⁾	16 117 684	16 413 834	15 714 079	15 221 884	14 141 726	12 938 093
Ratio des frais de gestion (%) ⁽²⁾	0,93	0,89	0,87	0,93	0,91	0,91
Ratio des frais de gestion avant renoncations et prises en charge par le Gestionnaire (%)	0,93	0,89	0,87	0,93	0,91	0,91
Taux de rotation du portefeuille (%) ⁽³⁾	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ratio des frais d'opérations (%) ⁽⁴⁾	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02
Valeur liquidative par part (\$)	12,80	12,77	12,46	13,84	13,28	12,85

⁽¹⁾ Données au 30 juin 2024 et au 31 décembre des périodes comptables comparatives.

⁽²⁾ Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges pour la période comptable indiquée (incluant les taxes applicables et la part proportionnelle des charges des fonds sous-jacents, le cas échéant, mais excluant les frais de courtage, les autres coûts d'opérations de portefeuille et les retenues d'impôts sur les revenus de dividendes) et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période comptable.

⁽³⁾ Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique dans quelle mesure le gestionnaire de portefeuille du Fonds gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période comptable. Plus le taux de rotation au cours d'une période comptable est élevé, plus les frais d'opérations payables par le Fonds sont élevés au cours de la période comptable et plus il est probable qu'un porteur réalisera des gains en capital imposables au cours de la période comptable. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds. Le taux de rotation du portefeuille est sans objet pour le marché monétaire.

⁽⁴⁾ Le ratio des frais d'opérations représente le total des frais de courtage et des autres frais d'opérations de portefeuille, incluant la part proportionnelle des frais d'opérations des titres des fonds sous-jacents, le cas échéant, et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période comptable. Ce ratio ne s'applique pas aux opérations visant des titres à revenu fixe.

Frais de gestion

Les frais payables par le Fonds comprennent les frais de gestion et les charges opérationnelles. Les charges opérationnelles comprennent les frais d'administration et les frais de fonds. Les frais de gestion et d'administration sont calculés et crédités quotidiennement et payés mensuellement.

Les frais de gestion comprennent notamment les honoraires de gestionnaire et/ou de sous-gestionnaires de portefeuille, les frais de mise en marché et de distribution du Fonds, ainsi que les frais d'administration du Gestionnaire.

au 30 juin 2024

Les frais d'administration incluent notamment les frais engagés pour la tenue de registres, la garde des valeurs, les services fiduciaires, les coûts liés à la comptabilité et à l'évaluation du Fonds, les honoraires des auditeurs et des conseillers juridiques et la communication aux porteurs de parts. Les frais de fonds comprennent les frais de dépôt réglementaire et les frais de comité d'examen indépendant.

Pour la période, les frais de gestion annualisés imputés au Fonds et avant les taxes gouvernementales se chiffrent à 0,81 % et se répartissent comme suit :

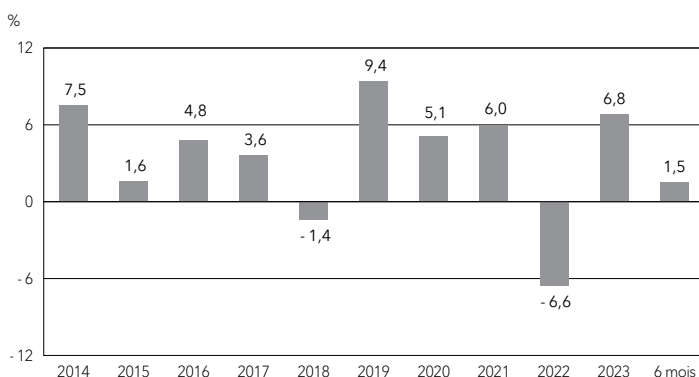
- Frais de gestion : 0,70 %
- Frais d'administration : 0,11 %

Rendement passé

L'information sur le rendement suppose que les distributions du Fonds au cours des périodes présentées ont été réinvesties en totalité dans des titres additionnels du Fonds. L'information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de placement ou autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements. Le rendement passé du Fonds n'est pas nécessairement indicatif du rendement futur.

Rendements annuels

Le graphique à bandes présente le rendement annuel du Fonds pour chacune des années présentées et illustre les variations du rendement d'une année à l'autre, à l'exception de la dernière bande, qui présente le rendement pour la période de six mois terminée le 30 juin 2024. Le graphique à bandes illustre, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation à la hausse ou à la baisse au 31 décembre de chaque année ou au dernier jour de la période intermédiaire d'un placement effectué le premier jour de l'année.



Portefeuille FÉRIQUE Pondéré

Aperçu du portefeuille

Principaux titres en portefeuille

	% de la valeur liquidative
Fonds FÉRIQUE Obligations canadiennes	30,2
Fonds FÉRIQUE Obligations mondiales de développement durable	25,6
Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes de dividendes	10,1
Fonds FÉRIQUE Actions canadiennes	9,9
Fonds FÉRIQUE Actions mondiales de dividendes	9,9
Trésorerie, marché monétaire et autres éléments d'actif net	9,2
Fonds FÉRIQUE Revenu mondial diversifié	5,1
	100,0

Répartition par actif

	% de la valeur liquidative
Actions canadiennes	19,3
Obligations étrangères	16,3
Obligations de sociétés canadiennes	15,8
Obligations provinciales canadiennes	12,3
Obligations fédérales canadiennes	11,4
Trésorerie, marché monétaire et autres éléments d'actif net	11,4
Actions américaines	5,8
Actions internationales	4,8
Obligations municipales canadiennes	2,0
Titres adossés à des actifs et à des hypothèques canadiens	0,9

Valeur liquidative totale

206 379 503

L'aperçu du portefeuille peut changer en raison des opérations effectuées par le Fonds. Une mise à jour trimestrielle est disponible.

Le prospectus simplifié et d'autres renseignements sur les fonds sous-jacents sont disponibles sur le site Web de SEDAR+ à sedarplus.ca.

Autres renseignements importants

London Stock Exchange Group plc et ses entreprises du groupe (collectivement, le « Groupe LSE ») LSE Group [2003]. FTSE Russell est le nom commercial de certaines sociétés du Groupe LSE. « FTSE® » est une marque déposée des sociétés du Groupe LSE concernées et est utilisée par toute autre société du Groupe LSE sous licence. Tous les droits sur les indices ou les données FTSE Russell appartiennent à la société du Groupe LSE concernée qui détient l'indice ou les données. Groupe LSE et ses concédants de licence n'acceptent aucune responsabilité pour toute erreur ou omission dans les indices ou les données et aucune partie ne peut se fier aux indices ou aux données contenus dans cette communication. Aucune distribution de données du Groupe LSE n'est autorisée sans le consentement écrit exprès de la société du Groupe LSE concernée. Le Groupe LSE ne promeut, ne parraine ni n'approuve le contenu de cette communication.

L'indice composé S&P/TSX (l'« indice » ou les « indices ») et les données associées sont un produit de S&P Dow Jones Indices LLC, ses sociétés affiliées ou leurs concédants de licence et ont été utilisés sous licence par Gestion FÉRIQUE® 2023 S&P Dow Jones Indices LLC, ses sociétés affiliées ou leurs concédants de licence. Tous les droits sont réservés. Toute redistribution ou reproduction totale ou partielle est interdite sans l'autorisation écrite de S&P Dow Jones Indices LLC. Pour plus d'information sur l'un des indices de S&P Dow Jones Indices LLC, veuillez visiter www.spdji.com. S&P® est une marque déposée de Standard & Poor's Financial Services LLC

au 30 juin 2024

(« SPFS ») et Dow Jones® est une marque déposée de Dow Jones Trademark Holdings LLC (« Dow Jones »). S&P Dow Jones Indices LLC, SPFS, Dow Jones, leurs sociétés affiliées et leurs concédants (« S&P DJI ») ne font de déclaration ou de garantie, expresse ou implicite, quant à la capacité d'un indice à représenter avec précision la catégorie d'actifs ou le secteur de marché qu'il prétend représenter, et S&P DJI décline toute responsabilité en cas d'erreur, d'omission ou d'interruption de tout indice ou des données qui y sont incluses.

TSX® Tous droits réservés [2023] TSX Inc.

MSCI et tout autre tiers ayant participé à la collecte, au calcul ou à la création des données de MSCI (les « entités MSCI ») ne font aucune déclaration et ne donnent aucune garantie, expresse ou implicite, à l'égard de ces données (ou des résultats qu'obtiendra quiconque utilise ces données), et les entités MSCI ne donnent aucune garantie concernant l'originalité, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité marchande ou l'adaptation à une fin particulière de ces données. Sans restreindre la portée de ce qui précède, en aucun cas MSCI, ses filiales ou tout autre tiers ayant participé à la collecte, au calcul ou à la création des données ne pourront être tenus responsables de tous dommages directs, indirects, particuliers, punitifs ou consécutifs ou de tout autre dommage (y compris un manque à gagner) même s'ils sont informés de la possibilité de pareils dommages. Aucune autre distribution ni diffusion des données de MSCI n'est autorisée sans le consentement écrit de MSCI.

Bloomberg® est une marque de commerce et une marque de service de Bloomberg Finance L.P. et de ses sociétés affiliées (collectivement « Bloomberg »). Bloomberg ou les concédants de licence de Bloomberg détiennent tous les droits de propriété sur les indices Bloomberg. Bloomberg n'approuve ni ne cautionne ce matériel, ni ne garantit l'exactitude ou l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Bloomberg ne donne aucune garantie, expresse ou implicite, quant aux résultats qui en seront obtenus, et ce, dans toute la mesure permise par la loi. Bloomberg décline toute responsabilité en cas de blessures ou de dommages en rapport avec ceux-ci.



Gestion FÉRIQUE
Place du Canada
1010, rue de La Gauchetière Ouest
Bureau 1400
Montréal (Québec) H3B 2N2

ferique.com

Vous pouvez obtenir d'autres renseignements sur les Fonds dans leurs prospectus, notice annuelle, aperçu du Fonds et états financiers.

Vous pouvez obtenir sans frais et sur demande un exemplaire de ces documents :

- en communiquant avec le Gestionnaire, Gestion FÉRIQUE, au 514 840-9206 (sans frais : 1 888 259-7969) ;
- en communiquant avec le Placeur principal, Services d'investissement FÉRIQUE au 514 788-6485 (sans frais : 1 800 291-0337) ou à client@ferique.com ;
- en visitant ferique.com ou sedarplus.ca.